

**COMPTE RENDU N°31**  
**REUNION DE LA COMMISSION DIALOGUE SOCIAL**  
**TERRITORIAL**  
**DE LA CONFERENCE REGIONALE DU TRAVAIL**  
**DU 11 JUILLET 2008**  
**Invités : OPCA et responsables de territoires**

**Membres présents :** Jean Maillet (DRTEFP), Dominique Dance (DRAF/SRITEPSA), Frédéric Aloy (DDTEFP 34), Vincent Maurage (ARACT), Philippe Contassot (ARACT), Albert Moulet (CFE-CGC), Richard Campos (UNAPL), Jean-Rémy Rio (CFTC UR), Jean-Pierre Fernandez (CFTC UR), Patrice Couderc (CFDT UR), Luc Waxin (UPA LR), Delphine Benard (CBE Cévennes), Annick Ferry (maison des entreprises Saint André de Sangonis), Emmanuelle Benson (Pays Corbières Minervois), Walter Benazet (Pays Corbières Minervois), Camille Binda (Pays Pyrénées Méditerranée), Céline Jimenez (Pays Pyrénées Méditerranée), Sylvia Pena (Pays Pyrénées Méditerranée), Stéphane Michun (CEREQ), Xavier Battistini (AGEFOS PME LR), André Augey (FAF-SAB), Philippe Azam (FAFSEA), Zoubir Heroum (OPCALIA), Frédérique Biesse (UNIFAF), Magali Roussel (UNIFAF), Laurent Muscat (UNIFORMATION),  
Secrétaire - Animateur : Yves Jolis (Conférence Régionale du Travail)

**Excusés :** Isabelle Olive-Liger (DRTEFP), Marc Besseau (Sritepsa), Alain Beteille (FO), Bertille Genthial (CFDT), Bruno Gagne (CGT), Jean-Michel Vincent (MEDEF), Alain Daous (Medef UPE 66)

**Absents :** FRB, CGPME

**Lieu :** DRTEFP LR Montpellier

**Date :** Vendredi 11 juillet 2008 à 14h

**Objet et ordre du jour :**

**1 - La technologie des Edec de territoires**

**2 - Débat et propositions**

**3 – Synthèse et Résolutions**

## **1 - La technologie des Edec de territoires**

En introduction Jean Maillet rappelle que cette réunion élargie de la commission CRT "dialogue social territorial" fait suite aux avancées des travaux menés par la CRT en partenariat avec les territoires sur les projets d'EDEC de territoires, ce qui justifie qu'au vu des besoins d'informations exprimés, l'ensemble des OPCA ainsi que les responsables des territoires y aient été conviés. L'objet principal de cette réunion étant d'expliquer la technologie des EDEC et de favoriser ainsi leur mise en place, il importait donc de créer les conditions permettant à tous les partenaires, tant acteurs que financeurs, de se rencontrer.

Il ajoute qu'un certain nombre de ces EDEC seront contractualisés dès la fin 2008 au travers d'un accord cadre sur 3 ans (horizon à 2011-2012) avec les territoires et en lien avec la CRT, celle-ci accompagnant la démarche et étant garante que les actions soient menées dans une démarche de dialogue social.

A ce sujet Jean Maillet et Yves Jolis précisent, suite aux demandes notamment des partenaires sociaux et de responsables de territoires, qu'il faudra à l'évidence organiser une journée de formation "dialogue social" pour tous les intéressés concernés par ces EDEC.

Pour Jean Maillet, et en ce qui concerne la mise en action des EDEC, la question est donc pour l'ensemble des acteurs de terrain de savoir comment les OPCA pourront répondre aux demandes des territoires selon la nature des travaux et actions envisagés.

## **2 - Débat et propositions**

Magali Roussel note la problématique posée pour que les OPCA financent des opérations de formation répondant aux problèmes de professionnalisation avec des besoins de compétences plus ou moins transversales, chaque OPCA ayant son secteur propre. Elle souligne l'intérêt qu'il y aurait par rapport aux territoires de *"pouvoir mettre des compétences d'OPCA en commun afin de répondre également aux objectifs de GPEC"*. L'objectif étant à ses yeux de faire en sorte que les OPCA soient les *"bras armés"* des projets d'EDEC.

Xavier Battistini se déclare d'accord avec la démarche mais pose la question des modalités d'ingénierie.

Zoubir Heroum est également tout à fait partant pour "être acteur de cette démarche" et précise que dans son organisation des outils sont en train de se mettre en place. Même accord exprimé au nom de leurs structures par les autres représentants des OPCA.

Différents responsables de territoires interviennent alors.

Emmanuelle Benson fait état de l'avancée des travaux engagés sur le Pays Corbières Minervois. Elle précise entre autres les axes principaux actuellement à l'étude. Ils concernent trois secteurs particuliers,

- Analyse et accompagnement des mutations agricoles
- Professionnalisation et évolution des services à la personne
- Développement et professionnalisation des métiers de l'éco-construction.

Elle ajoute que le pays est caractérisé par de la multi activité et note sa difficulté à repérer les OPCA en fonction de ses besoins d'actions.

Même réflexion pour Delphine Benard (CBE des Cévennes) qui met en exergue les problématiques d'actions générées par un territoire caractérisé lui aussi par la multi-activité et où les secteurs services à la personne et éco construction sont actuellement à l'étude.

Anne Ferry (maison des entreprises à Saint André de Sangonis) précise que son territoire travaille sur le développement des compétences dans les entreprises au travers de projets de GPEC. Plusieurs axes de réflexions, le secteur santé social, un travail d'information avec centre ressource, la logique de mutualisation avec les dispositifs Groupements d'employeurs. Elle note le problème créé par la représentativité. Et précise qu'il n'y a pas de filières dominantes. Dès lors elle s'interroge "*Comment plusieurs OPCA peuvent-ils intervenir ? Comment articuler ?*".

Sylvia Pena et Céline Jimenez (Pays Pyrénées Méditerranée) expriment leurs "*besoins d'outils financiers qui supporteraient des actions sur des territoires de proximité*". Elles précisent que les secteurs de réflexion actuellement en cours pour des EDEC concernent l'éco construction, les services à la personne et l'emploi saisonnier. Pour elles "*il est important de sécuriser les outils*" ajoutant "*on a besoin de garantie sans risques d'aléatoire*".

En réponse Philippe Azam reconnaît que les OPCA doivent faire un important travail d'information. Soulignant l'intérêt de cette réunion il précise "*il est essentiel de se connaître*" et ajoute par ailleurs "*il faut voir comment des accords entre OPCA peuvent être montés*".

"*Reste*", soulignent plusieurs participants "*à voir comment déterminer l'Opca qui porterait une ingénierie donnée*".

Plusieurs pistes sont évoquées. Luc Waxin, saluant l'initiative de la réunion, insiste sur le besoin de rencontrer les OPCA et propose le principe d'un OPCA délégué selon l'activité principale. Magali Roussel ajoutant qu'une structure à définir pourrait désigner l'OPCA ad hoc.

Patrice Couderc pense qu'il existe en ce sens un problème de compétence des acteurs locaux nécessitant un outil de formation à leur intention.

Emmanuelle Benson estime que dans un tout premier temps il y aurait besoin d'une réunion d'information entre les OPCA et les territoires. Même demande de Delphine Bénard souhaitant connaître "*le catalogue des OPCA*". Elles sont rejointes en cela par les autres représentants de territoires et les partenaires sociaux.

Magali Roussel suggère trois axes, le premier de type généraliste avec présentation des accords cadres, dans un deuxième temps des rencontres sur les territoires et parallèlement des actions de formation et de sensibilisation.

### **3 – Synthèse et Résolutions**

Au vu des débats, des réflexions et des suggestions Yves Jolis fait alors une synthèse des sujets abordés dont il ressort que la priorité des demandes concerne en tout premier lieu, voire en préalable, un besoin crucial d'échange et d'information.

**A ce titre il propose qu'une journée spécifique "CRT – OPCA – territoires" soit organisée courant septembre sur ce thème.**

Elle pourrait s'articuler globalement de la façon suivante (à affiner si besoin) :

De 10 h à 12 h : présentation générique et rapide par chacun des OPCA de leurs dispositifs – débat questions / réponses

De 14 h à 16 h : ateliers individualisés permettant des discussions personnalisées

De 16h à 17h : atelier général. Bilan / perspectives.

**La date du 18 septembre est arrêtée ainsi que le principe général de l'organisation de la journée. La réunion aura lieu salle 505 (5<sup>ème</sup> étage DRTEFP – Montpellier)**

**Après discussion, cette proposition est adoptée à l'unanimité. Jean Maillet propose qu'Yves Jolis en coordonne la mise en œuvre.**

Yves Jolis propose de faire parvenir à tous les participants, avec le procès verbal de cette réunion, les adresses électroniques et téléphones de chacun afin de favoriser les échanges préalables permettant une meilleure "productivité" de la journée mais également de faciliter les échanges ultérieurs.

Il précise que cette réunion pourrait être suivie ultérieurement de réunions plus territorialisées si le besoin s'en faisait sentir.

Il rappelle cependant qu'à la suite de cette réunion "CRT – OPCA - Territoires", il restera à la commission CRT à poursuivre les travaux pour élaborer, dans une démarche de dialogue social, des méthodes et sans doute des outils originaux et spécifiques répondant aux autres problématiques soulevées lors de cette réunion notamment en terme d'actions impliquant l'articulation de plusieurs OPCA.

Il rappelle enfin, suite au débat, le projet d'une formation sensibilisation méthodologique à la pratique du dialogue social territorial afin de favoriser, dans le droit fil de la démarche de la CRT, une implication efficace des partenaires locaux aux projets de développements socio-économiques territoriaux.

**Ces propositions sont également adoptées.**

Aucun autre point n'étant soulevé la réunion est levée à 16h.

Pour info / contact secrétariat de la CRT : yves.jolis@yahoo.fr